



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR L'ANSM (3 lots)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

LOT N° 1

ASSURANCE DES DOMMAGES AUX BIENS ET DES RISQUES ANNEXES

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 MONTANT DES GARANTIES

ARTICLE 2 VOL DES CLES A L'INTERIEUR DES LOCAUX ASSURES

ARTICLE 3 VOL EN COFFRE ET MEUBLE FERME A CLE / TRANSPORT DE FONDS

ARTICLE 4 CONTENU DES CONGELATEURS

ARTICLE 5 EFFONDREMENT

ARTICLE 6 DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

ARTICLE 7 BIENS ASSURES

ARTICLE 8 MOBILIER ET MATERIEL EN DEPOT CHEZ UN TIERS

ARTICLE 9 BATIMENTS OMIS A LA SOUSCRIPTION

ARTICLE 10 RENONCIATION A RECOURS

ARTICLE 10 PRESCRIPTION BIENNALE

ARTICLE 11 ASSURANCE POUR COMPTE

ARTICLE 12 CREDIT BAIL

ARTICLE 13 INDEMNISATION DES SINISTRES

ARTICLE 14 SUPERFICIE

ARTICLE 15 RECONSTITUTION DES BIENS APRES SINISTRES

ARTICLE 16 RECOURS

ARTICLE 17 DELAI DE RECONSTRUCTION

ARTICLE 18 GARANTIE « AUTRES DOMMAGES »

ARTICLE 19 RISQUES INFORMATIQUE ET BRIS DE MACHINE

ARTICLE 20 FRANCHISES

ARTICLE 1

MONTANT DES GARANTIES

Outre les dispositions prévues aux conditions générales de garanties ci-annexées, la garantie s'exercera de la manière suivante :

MONTANT DES GARANTIES « DOMMAGES »	
Sans indication de somme étant précisé que le montant maximum de l'indemnité susceptible d'être versée au titre d'un sinistre « DOMMAGES » est limité à : 30 000 000 € étant précisé que la garantie afférente aux objets de valeur tels qu'ils sont définis à l'article 1.2 des conditions générales de garanties jointes s'exercera à concurrence de 300 000 € par sinistre.	
LIMITATIONS PARTICULIERES PAR SINISTRE	
Frais de reconstitution d'archives, à concurrence de	300 000 €
Biens extérieurs (Art 1.3 des conditions générales de garanties)	500 000 €
Frais de gardiennage et/ou de clôture provisoire	Frais réels
Frais de dépollution, de décontamination et désamiantage	Frais réels
Frais de déplacement - remplacement et entrepôt des biens mobiliers nécessaires à la remise en état des bâtiments	Frais réels
Perte d'usage, perte des loyers, les frais de relogement	2 ans
Les frais justifiés de démolition, déblaiement, clôture provisoire, pompage désinfection, gardiennage	Frais réels
Les dommages causés par les secours et mesures de sauvetage	Frais réels
Les frais de mise en conformité des bâtiments avec la législation liée directement ou indirectement au fait dommageable	Frais réels
Honoraires d'architectes, maîtres d'œuvres (BET), décorateurs, bureau de contrôle technique, d'ingénierie	Frais réels
Assurance dommages ouvrages	Frais réels
Vol Vol, actes de vandalisme : Détériorations immobilières à la suite d'un vol actes de vandalisme ou d'une tentative de vol :	300 000 € 300 000 €
Bris de Glace	200 000 €
Pertes indirectes	10% du montant du sinistre sur justificatifs
Honoraires d'expert ou de conseil d'Assuré	Selon barème des conditions générales de garanties
MONTANT DES GARANTIES « RESPONSABILITES »	

Au titre de l'article 6 des conditions générales de garanties le montant des garanties « RESPONSABILITES » (risques locatifs, recours à l'égard des voisins et tiers, et recours des locataires) est limité à : 15 000 000 € par sinistre.

Il est entendu que la limitation contractuelle d'indemnité TOUS DOMMAGES CONFONDUS est limitée à 45 000 000 €

ARTICLE 2

VOL DES CLES A L'INTERIEUR DES LOCAUX ASSURES

La garantie des assureurs devra être étendue à la prise en charge des frais de remplacement des serrures lorsque les clés des locaux assurés ont été dérobées à l'intérieur de l'un des bâtiments garantis à la suite d'un vol tel que défini au titre de l'article susvisé.

- **Limitation de garantie : 10 000 € par sinistre**

ARTICLE 3

VOL EN COFFRE ET MEUBLE FERME A CLE / TRANSPORT DE FONDS

🔑 Vol en coffre et meuble fermé

Disparition des espèces, chèques de toute nature, valeurs, documents et pièces diverses à la suite d'un événement garanti :

- dans les meubles fermés à clé,
- dans les coffres.

Situation : Locaux divers

Limitations de garantie :

- Meubles : **5 000 € par sinistre**
- Coffres forts : **20 000 € par sinistre**
- Détériorations meubles et coffres : **30 000 € par sinistre**

L'assurance est étendue aux détériorations des meubles et coffres.

🔑 Transport de fonds

La garantie porte, dans les conditions définies ci-dessous, sur les vols et pertes de fonds et valeurs transportés par la personne habilitée par l'Assuré.

Cette garantie s'exerce :

- Sur les espèces monnayées, billets de banque, chèques, bons du trésor, titres, valeurs mobilières non dématérialisées, billets à ordre, lettres de change, lingots et pièces de métaux précieux,
- Pendant tout le temps où la personne chargée du transport détient les fonds et valeurs, depuis le moment où elle les prend en charge jusqu'au moment où elle les remet à la personne habilitée à les recevoir, y compris pendant le temps nécessaire au retrait et au dépôt,

- Sur le trajet entre le bâtiment de l'Assuré et celui de destination ou de retrait, y compris à l'intérieur de ces deux bâtiments, pour autant qu'il s'agisse du prolongement direct et ininterrompu de la circulation à l'extérieur,
- Lorsque le sinistre résulte :
 - D'un vol dûment justifié commis par agression sur le porteur de fonds, avec violences, meurtre, tentative de meurtre ou menaces mettant en danger sa vie ou son intégrité physique,
 - D'une perte dûment justifiée provenant, soit du fait du porteur (malaise subit, étourdissement, perte de connaissance...), soit d'un accident de la circulation survenu sur la voie publique, soit de l'incendie ou de l'explosion du véhicule servant au transport.
- **Limitation de garantie : 15 000 € par sinistre**

Chèques déjeuners

Par dérogation aux dispositions de l'article 1.2 des conditions générales de garanties, les garanties seront accordées pour les chèques déjeuners ou tout titre distribués au personnel et entreposés dans les locaux de l'entité.

- **Limitation de garantie : 40 000 € par sinistre**

ARTICLE 4

CONTENU DES CONGELATEURS

La garantie s'applique aux dommages subis par les produits contenus dans les congélateurs ou chambres froides (négatives ou positives), y compris aux chambres froides de stockage, lorsque ces pertes et dommages ont pour origine un changement de température desdits congélateurs ou chambres froides provoqué par un sinistre résultant d'un risque couvert par les articles 2-1 et 2-2 des conditions générales de garanties y compris en cas de rupture intempestive de l'alimentation électrique.

- **Limitation de garantie : 50 000 € par sinistre**

ARTICLE 5

EFFONDREMENT

La garantie porte sur la réfection de tous biens et ouvrages définis à l'article 1.1 des conditions générales de garanties et/ou figurant à l'état du patrimoine et/ou désignés au C.C.T.P., à la suite d'un effondrement ou d'une menace d'effondrement, résultant d'un événement autre qu'une CATASTROPHE NATURELLE.

- **Limitation de garantie : 1 000 000 € par sinistre**

Sont exclus de la garantie, les immeubles frappés d'alignement, vétustes, inoccupés n'étant pas régulièrement entretenus.

ARTICLE 6

DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

La garantie est étendue aux dommages causés à l'environnement immédiat du bâtiment ou ensemble de bâtiments sinistrés par :

- La propagation même du sinistre garanti ayant pris naissance dans lesdits bâtiments,
- Les secours et les mesures prises pour limiter les effets du sinistre,
- Les travaux de reconstruction, réparation ou restauration des immeubles sinistrés.

Par environnement immédiat, on entend les arbres, plantations, allées, bornes, abris, statues, sculptures, mobilier urbain et, plus généralement, les aménagements fonctionnels ou décoratifs situés à moins de 20 mètres de l'immeuble sinistré.

- **Limitation de garantie : 100 000 € par sinistre**

ARTICLE 7

BIENS ASSURES

Par extension à la notion de BIEN ASSURE définie aux conditions générales de garanties, les garanties s'appliquent **aux biens suivants, à leurs équipements et à leur contenu** appartenant ou non à l'Assuré, et désignés ci-après :

Ouvrages d'art et de « génie civil »

- Postes de transformation électrique et de réseau câblés
- Collecteurs d'assainissement (eaux usées et pluviales) et canalisations d'approvisionnement d'eau enterrées
- Ponts et passerelles, aqueducs - viaducs
- Retenues d'eau et bassins tampons
- Passages routiers
- Passages couverts
- Tunnel

Les biens peuvent être désignés ou non sur l'état des biens assurés annexé au présent document. La garantie comprendra le vol des équipements de sécurité (barrières, garde fous, échelles, etc) intégrés aux ouvrages de génie civil à l'intérieur de l'enclos de cet équipement.

- **Limitation de garantie au premier risque : 300 000 € par sinistre**

Ce plafond ne s'applique pas pour les biens dont la valeur est déclarée à l'inventaire.

ARTICLE 8

MOBILIER ET MATERIEL EN DEPOT CHEZ UN TIERS

Les garanties telles que figurant aux conditions générales de garanties sont étendues au mobilier, matériel et contenu de toute sorte appartenant à l'entité, loué ou mis à disposition, pouvant se trouver en dehors des bâtiments ou locaux publics désignés à l'état du patrimoine y compris dans

des véhicules d'exposition, notamment à l'occasion de manifestations populaires, de réunions ou dans le cadre d'un **dépôt** ou d'un prêt à un tiers.

Sont exclus, les objets de valeur tels que définis aux conditions générales de garanties

- **Limitation de garantie : 80 000 € par sinistre**

ARTICLE 9

BATIMENTS OMIS A LA SOUSCRIPTION

Les garanties sont acquises à des bâtiments ou locaux appartenant à l'entité, loués ou occupés par elle et qui auraient été omis non intentionnellement dans l'état du patrimoine. L'Assuré s'engage à régulariser la prime imputable à ces bâtiments et locaux.

- **Limitation de garantie : 1 000 000 € par sinistre**

ARTICLE 10

RENONCIATION A RECOURS

Les assureurs renoncent à tout recours qu'ils seraient en droit d'exercer au moment du sinistre contre les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, et notamment les locataires ou occupants, à quelque titre que ce soit, ainsi que les bailleurs et crédit- bailleurs, au profit desquels l'Assuré aurait lui-même consenti une renonciation à recours et ce sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer la liste.

Toutefois, si la responsabilité d'un occupant, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'Assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets, sauf dans le cas où l'occupant et ses assureurs auraient réciproquement renoncé à tous recours contre l'Assuré et contre ses assureurs.

Il est entendu que cette garantie ne s'applique pas pour les locaux à caractère industriel, ou agricole.

ARTICLE 11

ASSURANCE POUR COMPTE

Il est entendu que les garanties sont acquises tant pour l'entité que pour le compte de qui il appartiendra, des occupants de logements d'urgence, des propriétaires des matériels et biens divers et en général de tout propriétaire ou détenteur d'un bien mobilier susceptible de le confier à l'Assuré, ou d'être entreposé dans les locaux de l'Assuré.

Cette assurance est considérée aussi bien comme une assurance de choses que comme une assurance de responsabilités et n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats d'assurance souscrits par ailleurs.

- **Limitation de garantie : 200 000 € par sinistre**

ARTICLE 12

CREDIT BAIL

L'indemnisation versée par l'Assureur intègre toutes les sommes éventuellement dues aux sociétés de CREDIT BAIL propriétaires d'équipement, de matériels, d'approvisionnements et de biens immobiliers à la suite d'un sinistre y compris les indemnités de résiliation.

ARTICLE 13

INDEMNISATION DES SINISTRES

L'indemnisation des sinistres se fera :

- hors taxes pour les activités non soumises à la TVA
- toutes taxes comprises pour les activités soumises à la TVA, lorsque les biens indemnisés ne bénéficient pas de l'intervention du FCTVA
- toutes taxes comprises pour les activités soumises à la TVA, déduction faite du montant restitué par le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) , lorsque les biens indemnisés bénéficient de l'intervention de ce fonds. L'indemnité ainsi calculée sera majorée des intérêts de l'emprunt nécessaire à l'avance sur deux ans du montant restitué par le FCTVA.

ARTICLE 14

SUPERFICIE

La surface servant de base à l'établissement du contrat figurant sur l'état du patrimoine et prise en considération par l'Assureur est la surface déclarée à partir des éléments fournis par l'entité.

Il est entendu que seule cette surface totale constitue un élément contractuel, à l'exclusion de toute autre surface ou valeur par bâtiment.

Il est également convenu que l'Assureur accepte d'intégrer une marge de tolérance de 10% de la superficie totale.

ARTICLE 15

RECONSTITUTION DES BIENS APRES SINISTRES

En cas de sinistre lié à un événement garanti, l'Assureur s'engage à verser à l'entité toutes les indemnités prévues dans le cahier des charges.

En cas de non reconstruction ou de non reconstitution des biens endommagés ou détruits, l'indemnisation se fera sur la base de la valeur à neuf vétusté déduite, augmentée forfaitairement d'une indemnité complémentaire de 33 % sans dépasser l'indemnisation en valeur à neuf.

ARTICLE 16

RECOURS

L'Assureur s'engage à effectuer les recours à titre gratuit lorsque les tiers adverses connus ne seront pas assurés.

Il est entendu que dans le cadre de la garantie « CHOC DES VEHICULES IDENTIFIES » l'Assureur devra procéder au règlement du sinistre avant l'aboutissement du recours engagé et sans déduction préalable de la franchise.

ARTICLE 17

DELAI DE RECONSTRUCTION

Il ne sera pas prévu de délai de reconstruction d'un bâtiment détruit. Toutefois l'Assuré s'engage, sauf cas de force majeure ou rallongement de délais administratifs, à démarrer les travaux dans un délai de 2 ans à compter de la date de l'accord de règlement du sinistre. Le bien détruit pourra être reconstruit sur un lieu différent de celui d'origine.

ARTICLE 18

GARANTIE « AUTRES DOMMAGES »

Les garanties du présent contrat sont étendues à une garantie de type "TOUS RISQUES SAUF "dans la limite des capitaux et des franchises fixées.

Cette garantie « AUTRES DOMMAGES » prend en compte tous sinistres « dommages » non couverts au titre des garanties mentionnées au C.C.T.P. et aux conditions générales de garanties et non exclus au titre de la garantie « AUTRES DOMMAGES ».

Exclusions

- Les dommages aux véhicules automobiles et à leurs remorques, aux biens de l'Assuré relevant des assurances rendues obligatoires par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur,
- Les pertes financières, notamment celles résultant de privation de jouissance, ralentissement de la production, perte d'exploitation, augmentation de la production, intérêts bancaires,
- Les dommages aux biens ou matière en cours ; en cours de transformation, production, essai, réparation ; stocks en frigorifiques, sauf s'ils résultent d'un évènement garanti par ailleurs dans les conditions générales de garanties et les C.C.T.P.,
- Les dommages résultants :
 - D'un vice propre, usure, réaction chimique ou physique lente prévisible, d'une manière générale toute altération ou perte de spécification due au vieillissement,
 - Du non-respect des prescriptions des constructeurs des biens de l'Assuré,
 - D'une décision des autorités civiles ou militaires,
 - D'une pollution ou d'un mélange accidentel, sauf s'il résulte d'un évènement garanti par ailleurs dans les conventions spéciales.
- Limitation de garantie : 1 500 000 € par sinistre

ARTICLE 19

RISQUES INFORMATIQUE ET BRIS DE MACHINE

➡ Nature de la garantie

La garantie de l'Assureur devra s'exercer conformément aux dispositions édictées par les conditions générales de garanties « Tous risques matériels informatique et bris de machine » pour l'ensemble du matériel.

➡ Application de la garantie

Sauf stipulation contraire figurant sur l'état du matériel et par dérogation aux conditions générales de garanties, les biens faisant l'objet du marché sont garantis **EN TOUS LIEUX**.

IL EST CONVENU QUE : le matériel peut être loué, mis à disposition, ou appartenir à l'entité.

➡ Renonciation à recours

L'Assureur renonce à recours contre les utilisateurs ou toute personne auquel le souscripteur aurait confié le matériel assuré, sauf si la volonté de l'utilisateur est montrée ou reconnue, à l'exclusion des constructeurs de matériels, des sociétés de maintenance, transporteurs et sociétés prestataires de services.

➡ TVA

Les capitaux assurés sont déclarés en valeur à neuf toutes taxes comprises. L'indemnisation se fera TVA comprise, l'intervention du FCTVA n'étant pas considérée comme un remboursement de TVA.

➡ Montant de la garantie

- Matériel :
 - Risques informatiques : **2 000 000 € par sinistre au premier risque**
 - Bris de machine : **200 000 € par sinistre au premier risque**
- Frais de reconstitution des médias : **50% du capital au premier risque ci-dessus**
- Frais supplémentaires d'exploitation : **50% du capital au premier risque ci-dessus**
- Frais et honoraires d'expert : **A concurrence des frais réels dans la limite de 5% de l'indemnité**
- Frais de déplacement – Remplacement – Entrepôt : **A concurrence des frais réels à dire d'expert et dans la limite d'une durée d'un AN à compter du jour du sinistre**

➡ Extension de garantie

Par extension aux dispositions des conditions générales de garanties, la garantie est étendue à tout dommage immatériel, lié ou non à un sinistre matériel, consécutif à :

- Virus et fraude informatique : **20 000 € par sinistre**
- Piratage téléphonique : **10 000 € par sinistre**

La garantie piratage téléphonique porte sur les surcoûts supplémentaires exposés par l'Assuré, en raison d'un piratage téléphonique par intrusion frauduleuse des systèmes informatiques.

➡ Transport

Il est convenu que la garantie est également acquise en cours de transport.

➡ Assurance pour compte

Il est convenu que les garanties s'exercent tant pour le compte de l'entité que pour le compte de qui il appartiendra.

➡ Emeutes - mouvements populaires – actes de vandalisme

Les garanties s'exercent selon les dispositions législatives et réglementaires.

➡ Attentats - actes de terrorisme – actes de vandalisme

Les garanties s'exercent selon les dispositions législatives et réglementaires.

➡ Catastrophes technologiques

Les garanties s'exercent selon les dispositions législatives et réglementaires.

➡ Indemnisation – dispositions spéciales

Par dérogation à l'article 4 des conditions générales de garanties, le matériel totalement détruit à la suite d'un événement garanti sera indemnisé en valeur à neuf sans restriction ni limitation dès lors que le sinistre intervient dans une période de 5 ans suivant la date de première mise en service.

➡ Crédit-bail

L'indemnisation versée par l'Assureur intègre toutes les sommes éventuellement dues aux sociétés de CREDIT BAIL propriétaires d'équipement, de matériels, d'approvisionnements et de biens immobiliers à la suite d'un sinistre y compris les indemnités de résiliation.

ARTICLE 20

FRANCHISES

	SOLUTION DE BASE
Franchise incendie	20% du montant de dommages avec un minimum de 30 000 € et un maximum de 300 000 €
Franchise événements naturels	
Franchise autres événements	
Bris de glace	10 000 €
Vol des clés	
Vol en coffres	
Chèques déjeuners	
Transport de fonds	
Contenu congélateurs – Chambres froide de stockage	
Tous risques informatique – bris de machine	
Catastrophes naturelles	3 000 €
Garantie « Autres Dommages »	Franchise légale
Effondrement	30 000 €
	30 000 €

Les franchises :

- **Ne s'appliquent pas aux garanties de recours**
- **S'entendent par événement**
- **Restent fixes sur la durée du marché**

Annexe : FRAIS SUPPLEMENTAIRES – PERTES FINANCIERES

en vue d'assurer la continuité du service public

1 OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré le remboursement des Frais Supplémentaires inévitables qu'il serait obligé d'exposer à la suite d'un sinistre garanti pendant la période nécessaire à la reconstitution et à la réinstallation des services qui y sont exploités, ainsi que l'indemnisation des Pertes Financières causée par l'interruption ou la réduction de ses activités pendant cette période.

La présente assurance est étendue :

- Aux difficultés ou impossibilité matérielles d'accès à tous sites assurés occupés et/ou exploités par l'assuré, résultant de dommages matériels affectant ou survenant au voisinage des sites assurés, ainsi qu'à une interdiction d'y accéder émanant des Autorités, y compris la fermeture, l'obstruction ou la destruction des voies d'accès à titre de prévention et/ou tout autre motif invoqué par les autorités compétentes.
- A la fermeture administrative temporaire obligatoire de tout ou partie d'un site assuré par suite d'une décision des autorités administratives ou judiciaires compétentes pour les cas de périls imminents, risques pour la sécurité des personnes et des biens, maladies contagieuses, intoxications alimentaires, de faits d'homicide ou de suicide.
- Aux pénalités qui seraient mises à la charge de l'assuré, en application des marchés passés avec toutes entités publiques ou privées, par suite de non-livraison ou de retards résultant d'un sinistre garanti.

2 DEFINITIONS

Les « Frais Supplémentaires » se définissent comme étant ceux qui concernent les frais exposés pour permettre la continuité du fonctionnement du service public de l'entité ou de l'établissement Assuré. Ils sont engagés en sus des frais normalement exposés avant le sinistre pour les mêmes tâches dans le but de permettre le maintien de l'activité normale. Il est entendu que tous les frais de fonctionnement normalement exposés, qui disparaîtraient du fait du sinistre, seront déduits de l'indemnité. Les frais ainsi garantis sont notamment :

- Les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature,
- Les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre,
- Les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux ou de matériels de remplacement ou de locaux provisoires,
- Les frais postaux et de communication (téléphone, télécopie, télex, etc....) et de correspondances supplémentaires,
- Les frais supplémentaires de transport,
- Les frais d'entretien, de chauffage, d'éclairage, de fluides, de gardiennage, de surveillance de sécurité des locaux supplémentaires provisoires,
- Les surcoûts d'approvisionnement en matériel, marchandises.

Les « Pertes Financières » se définissent comme les pertes de recettes nettes constatées, c'est à dire la baisse des encaissements et/ou du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'assuré consécutive à la survenance d'un évènement garanti.

3 BASE DE L'INDEMNISATION DES SINISTRES

L'Assuré est tenu de justifier de l'existence et du montant des frais supplémentaires à compter de la date du sinistre ainsi que de l'importance des dommages subis. Le paiement de l'indemnité ne sera effectué que sur justification, production de factures et mémoires relatifs aux frais exposés.

Les Pertes de Recettes sont appréciées globalement sur l'ensemble des activités de l'assuré, quel que soit le lieu de survenance de l'évènement à l'origine de ces pertes ; toutefois et dans la mesure où comptabilité de l'assuré le permet, ces pertes pourront être appréciées par activité, par site et/ou par établissement concerné.

Au titre des fermetures administratives, la période d'indemnisation commence au 1er jour de la fermeture obligatoire et sera égale à la durée effective de ladite fermeture obligatoire avec un maximum de six mois.

Le montant de l'indemnité est plafonné au montant fixé au cahier des charges et l'indemnisation s'effectuera dans la limite de la période d'indemnisation déterminée au cahier des charges.

3 EXCLUSIONS

- **Les frais de procès et amendes,**
- **Les frais supplémentaires qui seraient la conséquence d'un dommage sur un système de gestion informatique ou ses périphériques,**
- **Les frais de reconstitution d'archives et de supports informatiques,**
- **Les pertes de bénéfices ou de gains résultant d'une réduction d'activité,**
- **Les fermetures décidées par l'assuré lui-même, ainsi que toutes fermetures administratives trouvant leur origine dans un défaut d'entretien normal des bâtiments et installations diverses, ou du non-respect par l'assuré des règles de sécurité ou de toutes obligations lui incombant du fait de son exploitation et/ou de la délégation de service public y afférente.**